

Frédéric BOYENGA BOFALA

**MON APPEL POUR LA MISE EN PLACE
DE LA GERONSIA :**

**Un Conseil National des Anciens pour la
facilitation et la coordination du Synode national
sur la relance et l'achèvement du processus
démocratique et électoral en République
Démocratique du Congo.**

PUBLISUD

Du même auteur sur la RDCongo et la crise des Grands lacs :

- « Congo-Zaïre. Refaire la République : mission sacrée d'une génération », Publisud, juillet 2001
- « Congo-Zaïre Notre Cause : Le message et les ambitions d'une juste cause, Publisud, janvier 2003
- « Au nom du Congo Zaïre », Publisud, aout 2011
- « De la fin de la crise des Grands lacs... à la nouvelle Alliance intime République Démocratique du Congo, Rwanda, Ouganda, Burundi, Tanzanie, Soudan du Sud », Publisud, janvier 2014
- « La question de la révision constitutionnelle : comment sortir de l'impasse ? Mon point de vue – Un plan d'action pour débloquer de manière responsable la situation politique en République Démocratique du Congo », Publisud, octobre 2015
- Comment sortir de l'impasse politique pour relancer et achever le processus démocratique et électoral en RDC : Mon plan d'action pour débloquer de manière responsable la situation politique en République Démocratique du Congo, Publisud, janvier 2016

© Editions Publisud, 2016

Tous droits de reproduction et de traduction réservés.

ISBN : 378-2-36291-080-7

Préface

Au peuple congolais et à tous nos anciens

Le 4 janvier 1959, nos parents, en grands pionniers, ont ouvert le chantier qui devait mener notre pays à son indépendance le 30 juin 1960. En ce moment critique où notre pays est dans l'impasse, notre pensée à nous tous doit se tourner vers les pionniers de l'émancipation politique congolaise et vers ceux, qui après eux, ont fait que la République Démocratique du Congo est restée une et unie jusqu'à ce jour. Ils méritent à la fois notre admiration et notre reconnaissance car ce sont eux qui, consacrant tous leurs efforts et même leur vie à un grand idéal, nous ont légué ce grand pays au cœur de l'Afrique. Depuis que nous avons pris la relève, notre effort n'est pas toujours à la mesure de la tâche. Qu'est ce qu'ils auraient fait aujourd'hui à notre place ? J'invite les Congolais à revisiter l'histoire politique de notre pays, ils constateront que celle-ci n'est qu'un éternel recommencement, un éternel retour. Lorsqu'on fait un tour d'horizon de la situation politique actuelle, on constate étonnement un mimétisme inquiétant avec la période qui a suivi notre accession à l'indépendance et celle qui a précédé la fin de la deuxième République. La présence de la MONUSCO ressemble étrangement à celle de l'ONUC en 1964. L'action de la MONUSCO comme celle naguère de l'ONUC à laquelle je rends un hommage appuyé, combinée avec la détermination des Congolais ont empêché que le Congo éclate. Oui la RDC n'a pas éclaté. Aujourd'hui comme hier, certains hommes politiques se cantonnent dans une lutte stérile pour accéder au pouvoir sans tenir compte des menaces qui pèsent sur l'existence de notre pays en cas de conflagration à Kinshasa, et sans aucune considération pour sa stabilité et pour le bien-être de son peuple.

Exaspération ! C'est bien le sentiment de toute cette population congolaise qui, libérée du joug colonial dégradant et des turpitudes de la première et de la deuxième République, avaient espéré que le lendemain du 30 juin 1960 serait un jour meilleur. Prenons garde ! La

course au pouvoir risque à nouveau de faire couler le sang congolais. Nous devons tous ensemble cristalliser l'aspiration de toute la Nation congolaise à voir se terminer cette crise politique qui a atteint son paroxysme afin que pointe à l'horizon une lueur d'espoir.

La situation de notre pays est grave, je vous invite à bien voir, bien comprendre avant d'agir, et de bien agir ! Car, comme l'homme qui se dépêche en courant et saute une barrière, peut tomber dans un trou de l'autre côté qu'il n'a pas vu, tel est le peuple qui se lance dans la précipitation inconsidérée dans une action avant d'en avoir considéré les conséquences pour son pays. Avançons prudemment avec confiance vers le chemin de l'espérance que la providence a tracé pour notre pays. Écoutons la voix de la réflexion. N'agissons pas avant d'avoir pesé nos mots et examiné où nous mènera chaque pas que nous allons faire pour notre pays. Et comme les jours passés ont fui pour toujours, et comme ceux qui sont à venir pour notre pays ne viendront pas à nous dans notre situation actuelle, il nous appartient, à nous Congolais, d'employer notre situation présente en la corrigeant dans un esprit d'équilibre et d'inclusivité, sans regretter la perte de ce qui est passé, ou de dépendre trop de ce qui est à venir ; quant à notre prochaine situation, nous ne pourrions la connaître, sauf de la manière dont nos actions l'ordonneront à l'issue d'un dialogue national, ce Synode que j'appelle de tous mes vœux. Nous ne pouvons pas faire l'économie d'un dialogue pour sortir notre pays de la crise, de l'impasse politique, pour relancer et achever notre processus de démocratisation qui est aujourd'hui bloqué. C'est la raison pour laquelle j'en appelle à la responsabilité de nos aînés, nos anciens. Ils doivent sortir de leur torpeur, pour qu'ils nous guident, qu'ils nous montrent la voie qui nous permet de sortir de l'impasse en nous facilitant le dialogue. C'est pourquoi j'appelle à la mise en place de la Geronsia, un conseil national des anciens pour la facilitation et la coordination de l'ultime dialogue national sur la relance et l'achèvement du processus démocratique et électoral dans notre pays, que j'appelle Synode. Ce dont je suis certain en écrivant ces lignes, c'est qu'il faudra que ce dialogue ait lieu. L'enjeu est donc historique, tant l'exaspération, le désespoir et la colère peuvent pousser une majorité de Congolais vers le pire.

Ce message je vous l'adresse au nom de la conscience du peuple congolais hier zaïrois, asservi et torturé dans son âme et dans sa chair.

Dans une République Démocratique du Congo assaillie par la plus atroce violence dans la guerre des Grands lacs, notre force à nous Congolais a été de ne rien refuser du drame qui est le nôtre, mais en même temps d'avoir sauvé l'idée de nation au milieu de ce désastre et d'en tirer l'infatigable courage des renaissances. Certes, l'accusation que nous portons contre le reste du monde libre qui laisse faire cette tragédie d'après l'opinion congolaise, n'en est pas allégée. Nous avons payé et continuons de payer cher cette tragédie pour que notre condition ait cessé de nous paraître désespérante. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants assassinés quasiment chaque jour à l'Est de notre pays, une région du Kivu, d'Ituri et du Maniema dont la terre est fumante de millions de cadavres qui ont été ses enfants ; il a fallu tout cela pour rien ? Cela est désespérant. Mais nous avons à faire la preuve que nous ne méritons pas tant cette dramatique injustice. Il faudrait régler définitivement cette crise des Grands lacs, pacifier l'Est de notre pays si nous voulons achever avec succès le processus démocratique et électoral dans notre pays. C'est la tâche que nous allons nous fixer, elle commencera un jour et très bientôt je l'espère dans un dialogue national, inclusif, ultime et éclairé ; ce Synode que j'appelle de mes vœux.

Je crois que la République Démocratique du Congo a perdu sa place, sa puissance et son règne pour un bon moment et qu'il nous faudra, peuple congolais, pendant longtemps une patience désespérée, une révolte attentive pour retrouver la part de prestige nécessaire à toute nation. Mais je crois que notre pays a perdu tout cela pour des raisons évidentes. Et c'est pourquoi l'espoir ne doit pas nous quitter. Pour prendre conscience des réalités de la crise des Grands lacs qui menace la survie de notre pays, nous avons dû revenir de loin. Et c'est pourquoi nous avons été en retard sur tous les Etats impliqués dans cette crise sournoise, précipités au mensonge dès qu'il fallait, pendant que nous Congolais, nous nous mêlions de chercher la vérité sur les raisons vraies de cette crise des Grands lacs avec ses ramifications en Afrique centrale. C'est pourquoi nous avons commencé par la défaite, préoccupés que nous étions, pendant que le reste des protagonistes se

jetait sur notre pays, de définir en notre intelligence si le bon droit international était pour nous, si la Communauté internationale fondée sur la Charte de San Francisco était une communauté de droit ? Il nous a fallu tout ce temps pour comprendre que c'est l'existence même de notre nation qui était au cœur de cette crise. Et c'est ce temps perdu et retrouvé, cette défaite acceptée et surmontée, cette humiliation digérée, ces scrupules payés par le sang, qui nous donnent le droit, à nous Congolais, de penser que nous étions entraînés dans cette crise des Grands lacs les mains pures et que nous allons en sortir les mains pures, mais de la pureté d'une grande victoire remportée contre l'injustice et contre nous-mêmes Congolais.

Le sentiment de vivre dans un Etat en conflit permanent, dans une sorte de citadelle assiégée, m'a amené à examiner toutes les questions à travers le prisme sécuritaire et régional. Les questions de la sécurité, de la stabilité de notre pays, de sa cohésion nationale, de son intégrité dans une sous région en proie à l'instabilité, la question de son positionnement géographique, la question de ses relations avec ses voisins m'ont amené à réfléchir sur une stratégie de sortie de crise politique qui tient compte de tous ces paramètres.

Nous sortirons vainqueurs de toute épreuve grâce à cette défaite même, à ce long cheminement qui nous a fait trouver nos raisons, à cette souffrance dont nous avons senti l'injustice et tiré la leçon. C'est cette conviction que j'ai voulu mettre à l'épreuve de la réflexion dans mon plan de sortie de crise où j'ai rassemblé toutes les raisons que nous avons d'espérer, malgré tout, en l'avenir de notre pays. J'ai tenu à y préserver ma liberté de réflexion, et mes analyses, de ce fait, n'engagent personne d'autre que moi. J'espère simplement que cette réflexion, nourrie de mes convictions, permettra de démontrer que le réel et le réalisme politique ne sont pas incompatibles avec une légitime ambition de changement qui n'affecte pas la cohésion nationale, la paix et la stabilité de notre pays.

Aujourd'hui, mon souci, prenant la plume, est de dire aux Congolais que tout malheur national appelle d'abord un examen de conscience. Quand les rêves d'une génération tombent en cendres, en arrive une autre pour ranimer la flamme. Nous devons, tous ensemble, montrer au reste du monde que l'idéal congolais de *bâtir un pays plus*

beau qu'avant n'a rien d'un rêve chimérique. Et dans ce monde où plus rien n'a de sens, ceux qui, comme nous, Congolais, ont la chance d'en trouver un au destin de leur pays doivent tout lui sacrifier pour atteindre cet idéal. Mais, je ne puis croire qu'il faille tout asservir au but que l'on poursuit. Je pense qu'il est des moyens qui ne s'excusent pas. Je ne veux pour cette mission salvatrice recourir à n'importe quel moyen, fût-ce celui de la démagogie, de la compromission, du rejet de l'autre, du mensonge, de la complaisance, et de la trahison. Nous appartenons à une jeune nation en reconstruction, admirable et persévérante qui, par-dessus son lot d'erreurs et de faiblesses depuis sa prise de souveraineté, n'a pas laissé perdre l'idée qui fait toute son unité, sa cohésion et sa grandeur et que son peuple depuis des temps immémoriaux, ses élites quelquefois, cherchent sans cesse à formuler de mieux en mieux.

Nous sommes un jeune peuple. Depuis cinquante ans, disons depuis notre accession à la souveraineté, nous avons surmonté des moments de détresse, des drames nationaux, presque des pertes d'identité. La réalité nationale a toujours transcendé l'événement. Nous appartenons à une nation qui depuis deux décennies a recommencé le parcours de toute son histoire et qui, dans les décombres de la tragédie humaine des Grands lacs, se prépare tranquillement, sûrement, à en refaire une autre et à courir sa chance dans un jeu où elle part avec des considérables atouts. Nous devons rassembler tous les congolais pour les grandes causes qui nous attendent et créer en toutes circonstances les conditions d'une véritable communauté nationale.

La question du pardon est centrale dans toute vie nationale séquencée par des tragédies humaines. Mais tous les pardons n'ont bien sûr pas la même dimension historique, mais on ne fait rien de grand sans pardonner, sans réconcilier. Notre condition humaine est bien celle de la faiblesse. Et l'erreur humaine est coutumière. Que reste-t-il alors de l'humanité sans pardon ? Rien. Cela vaut dans un pays comme dans la politique.

Je mesure le poids de l'histoire, sa rigueur, sa grandeur ; seule la communauté nationale congolaise entière doit répondre aux exigences du temps présent. Ce qui compte aujourd'hui, c'est de

rassembler les congolais pour une grande œuvre de redressement national, c'est d'en appeler au patriotisme, contre la fatalité et la crise, comme nos parents l'avaient fait en leur temps, dans d'autres circonstances difficiles pour l'indépendance de la nation congolaise. Nous devons agir avec résolution pour que, dans la fidélité à ses engagements, la République Démocratique du Congo trouve le chemin des réconciliations nécessaires. Nous avons tant à faire ensemble. C'est la raison pour laquelle je fais appel à nos anciens. Ils doivent nous guider vers la flamme de l'espérance en facilitant la tenue de ce dialogue ultime et éclairé.

Non à l'« actionnisme », Oui au dialogue ultime et éclairé

Voici un peu plus d'un mois que je suis allé à Kinshasa, en République Démocratique du Congo, mon pays. Ce retour au pays fût un moment essentiel de ma vie publique. Il a eu lieu dans un contexte très particulier : celui d'une crise politique qui se cristallise et dont on ne saurait minimiser la gravité. Ce fut l'occasion, pour moi, de nouer un dialogue avec le pays, de l'entendre, de lui parler et de lui présenter mon plan de sortie de crise. Si ce plan a un sens, peut-être une utilité, c'est que le moment était venu de sortir le pays de l'impasse politique. J'ai voulu faire cet effort d'aller chercher au fond de moi, dans la transcendance même, ma façon de mettre un terme de manière responsable à la crise politique qui se cristallise, afin de pouvoir relancer et achever le processus démocratique et électoral en RDC.

J'ai dit au peuple congolais, sans façon, sans artifice, ce que je crois vrai pour sortir le pays de l'ornière, et ce en quoi je crois pour l'avenir. Je sais néanmoins avec quel scepticisme les Congolais abordent aujourd'hui les projets politiques. Je comprends aussi qu'ils s'interrogent sur le sens d'un plan de sortie de crise porté par un homme qui ne fait pas partie du sérail politique congolais traditionnel comme ils le disent. Bref, un homme qui ne fait pas partie de « ceux que l'on ne présente plus ». Un inconnu venu d'ailleurs. Je reconnais bien qu'être inconnu du grand public – je veux dire de la masse populaire – est un sérieux handicap. Mais je pense que l'on ne peut pas mettre sur le même plan de la visibilité, des gens qui font partie du microcosme politique depuis plus de 15, 20 ou 50 ans, et celui qui appartient à la génération qui arrive sur la scène politique nationale, celui qui n'a pris part à rien et qui, loin de la théâtralité de certains, n'a qu'une seule ambition : sortir le pays de l'ornière dans une démarche réconciliatrice et inclusive, mais une démarche hérétique et réformatrice. Alors qu'il m'a toujours été reproché mon silence, bon nombre d'observateurs avisés, et même certains de ceux qui se considèrent comme adversaires, se sont interrogés sur la pertinence de mon choix de retourner au pays en cette période précise. Mais savez-vous que dans les autobus et les autocars, il est souvent écrit : « *Il est*

interdit de parler au conducteur. » Pourquoi croit-on que l'on mette cela, sinon parce que le conducteur, il est prudent de le laisser conduire au risque de se retrouver dans un ravin. Beaucoup se sont interrogés : qu'est-il allé faire dans cette galère ? Qu'est-il allé faire dans cette galère ? Pourquoi offre-t-il une bouée de sauvetage à un pouvoir en naufrage ? Je pourrais continuer la litanie de tout ce qui a été écrit ou dit. La liste est longue. On a créé autour du slogan « *Kabila dégages* » une auréole de terreur telle que l'on peut difficilement étudier sérieusement la possibilité de permettre à l'actuel Président de la République une sortie honorable dans un climat apaisé, avec la possibilité de l'inscrire dans le processus inclusif et continu de refondation nationale, par exemple au sein du Suprême Conseil Constitutionnel de la République que je propose dans le cadre de mon plan de sortie crise, sans que pèse sur vous une contrainte psychologique consistant en ce que, au cas où vous ne l'attaqueriez pas suffisamment, vous seriez considéré comme son complice. Certains ont fait même de ce slogan un thème de campagne pour accéder à la magistrature suprême, bref un projet de société. Dans la classe politique congolaise, tout le monde veut devenir président de la République à tout prix, personne n'en a, pour le moment, la légitimité. Je vois dans cette inflation des positionnements à la fonction présidentielle le principe du jeu démocratique, mais aussi sans doute, la preuve qu'il y a aujourd'hui une crise de leadership dans l'opposition politique. Mais bon, il faut reconnaître que c'est une opposition plurielle avec ses faiblesses bien sûr. Or il faut dire que, pour être véritablement audible et crédible, l'opposition doit démontrer beaucoup d'aptitudes. La cohésion d'abord, c'est-à-dire la capacité à apparaître comme une équipe unie en dépit de sa pluralité. La cohérence ensuite : le sentiment donné que l'on sait où l'on va. La compétence bien sûr : la démonstration d'un savoir-faire tant global que secteur par secteur. La clarté ensuite, entendue comme la capacité d'expliquer les grandes orientations et d'exposer des mesures spécifiques pour sortir le pays de l'impasse politique, relancer et achever le processus démocratique. Le courage enfin, c'est-à-dire le savoir-affronter, le savoir-trancher et le savoir-reconnaître ses erreurs. J'ose espérer que l'opposition fera de cette grille une boussole pour conduire son action dans une démarche inclusive pour sortir le pays de l'impasse politique dans l'intérêt supérieur de la Nation. En l'absence de cette boussole et dans les conditions conflictuelles qui prévalent

actuellement, comment pouvais-je me laver les mains des événements qui menacent notre pays de l'implosion ? Un pays dans l'impasse et qui va dans le mur. Une opposition qui veut en découdre. Un pouvoir qui campe sur ses positions en arguant de sa légitimité. Telles étaient les trois variables de l'équation qu'il me fallait tenter de résoudre avec mon plan de sortie de crise. Comment voulez-vous que je ne sois pas préoccupée par la situation ? Je n'accorde aucune importance à ces spéculations. Il y a des problèmes réels aujourd'hui en RD Congo. C'est ce qu'il faut résoudre au lieu de se perdre dans des procès d'intention.

Et, au final, j'aurais compris que les interrogations sur ma présence au pays soient soulevées avec intelligence. Toutes d'ailleurs ne sont pas sans fondement, et auraient mérité des explications en bonne intelligence comme je l'ai fait lors de mes interviews à la télévision. Malheureusement, je vois toutes les cabales et intrigues indécentes et indignes qui ont été dirigées contre moi et qui font horreur. Si ce n'était mon attachement et, j'ose dire, mon amour pour le Congo Zaïre qui me fait continuer mon combat, je voudrais être bien loin du microcosme politique congolais pour ne rien voir et ne rien entendre. Ce n'est pas en recourant à l'insinuation, à la calomnie, aux attaques personnelles que nous donnerons à la démocratie congolaise la qualité morale dont elle aura besoin demain plus que jamais.

Heureusement pour moi, je ne me suis jamais laissé impressionner par cette infime partie du microcosme que je ne tiens pas en grande estime. « *Il y a des temps où l'on ne doit dépenser le mépris qu'avec parcimonie à cause du grand nombre de nécessiteux* », disait Chateaubriand. Et comme je n'aime mépriser personne, je me suis retranché dans la plus complète indifférence à l'égard de tous ceux qui m'assaillaient. Et puis, quelle impuissance à proposer un plan cohérent et approprié pour sortir la République Démocratique du Congo de l'impasse politique ! Comment, dans ces conditions, ce tumulte pouvait-il m'atteindre ? J'ai essayé de me tenir à l'écart de toutes ces intrigues et manœuvres. C'est le jeu politique, je le sais bien, même s'il est dur. La meilleure réponse pour moi, c'est de rester impavide. A la course aux invectives et à la brutalité de certains, j'ai préféré le dialogue, la réconciliation et le rassemblement de tous les congolais.

Moi j'ai pris mes quartiers dans la chambre du milieu. Je suis un homme de principe et non un homme de position, il n'est pas possible de comprendre mon tempérament, mon indépendance d'esprit, si on oublie ce postulat. Chez moi, les convictions et le service de l'intérêt général ne s'opposent pas, mais se complètent admirablement. Mes ambitions sont guidées par un idéal et non pour un intérêt personnel. Je ne suis pas un homme politique « professionnel ». Je suis homme politique par amour du Congo Zaïre. Je ne me rallie pas pour me rallier. Le devoir me rend libre. Je défends une certaine idée de la République citoyenne et de la dignité nationale autour du thème de l'intérêt supérieur de la nation : thème qui devrait nous rassembler tous au-delà de nos clivages idéologiques.

Je voudrais, aujourd'hui, en entrant au port après avoir échappé au naufrage de la critique simpliste de mes détracteurs, et m'abandonnant désormais, la tempête apaisée, au doux bercement des flots du fleuve Congo, redire franchement ce que je pense de notre pays et formuler quelques propositions pour l'avenir. Car mon cœur, uniquement occupé de l'avenir de la République Démocratique du Congo, en remplit toute sa capacité, tout son espace, et hors les espoirs d'un avenir meilleur pour mon pays qui font désormais mes uniques jouissances, il n'y reste pas une place de vide pour ce qui n'est plus.

Si, en dépit de toutes ces calomnies, je poursuis ce combat, c'est que ma volonté n'a pas fléchi, c'est que j'ai conscience de la permanence des efforts et de la nécessité de leur renouvellement, c'est que je sais être un petit maillon d'une chaîne complexe mais exaltante, périlleuse mais utile au relèvement de mon pays et au progrès des peuples congolais.

Je suis venu et j'ai vu. J'ai vécu 13 jours à Kinshasa ou j'ai pu me rendre compte de certaines réalités. Durant mes prestations à la télévision, j'ai multiplié les avertissements à l'opinion nationale sur l'engrenage de la violence dans mes prises de position, j'ai rappelé que toute crise locale qui dure attire les forces négatives et échappe un jour à ses protagonistes au bénéfice de plus forts qu'eux. J'ai insisté et j'insiste sur l'irréductible droit de vivre de chacun, de chaque tribu, de chaque ethnie dans la cohésion nationale, et je m'efforce depuis de

longs mois de faire prévaloir la raison pour sortir le pays de l'impasse. En effet, j'ai pris position en faveur d'un règlement définitif et général, tout en conservant une part d'indétermination, en préservant cette capacité de distanciation qui me permet de faire des choix. Ma vie politique s'organise selon mes choix parce qu'il n'y a pas de morale et d'idéologie politique supérieure. Evidemment, cette liberté m'a très vite valu d'être perçu dans la classe politique congolaise comme un individualiste forcené et iconoclaste alors qu'en réalité je défends et continue à défendre jusqu'au bout une position mûrie et choisie pour mettre définitivement fin à cette crise. Je suis contre l'« actionnisme », l'action pour l'action qui se désolidarise de la pensée et de la réflexion stratégique. Je suis contre toutes ces ambitions politiques mortifères, sans vision qui ont plongé le pays dans l'abîme et la désolation depuis le lendemain du 30 juin 1960 où le pays écartelé par ses fils rapaces du pouvoir, baignait dans la marée du sang fratricide des rébellions et des sécessions. Je pense que dans la radicalité, il y a un danger majeur : le refus de l'autre, son déni, la volonté de l'anéantir et dans laquelle cet autre est réduit à sa plus simple expression.

Je disais, je suis contre l'« actionnisme ». Faut-il sacrifier encore notre peuple sous le prétexte de mettre fin à un pouvoir, quand nous ne savons ni protéger, ni défendre ce peuple contre des périls qui le menacent en cas de conflagration ? Combien sont morts hier, depuis la Conférence Nationale Souveraine, sous les actions des organisations politiques et de la Société civile au nom du changement démocratique ? Combien ? Qu'en avons-nous fait ? Rien. Même pas un monument, même pas quelques célébrations et ce en leur mémoire. Pourquoi envoyer notre peuple à la mort alors que nous savons bien que nous ne saurons pas le défendre face aux périls de tout genre ? Je ne suis personnellement pas contre le fait que les Congolais s'engagent et se battent pour le rêve qu'ils ont d'un Congo plus beau qu'avant.

Je pense plutôt que nous devons tirer des leçons du passé et proposer en retour des solutions originales au lieu d'embarquer notre peuple sur des voies qui se solderont par les mêmes déboires qu'hier.

Je pense que nous devons proposer autre chose et d'efficace au peuple congolais au lieu de persévérer dans l'inefficace. Je refuse de m'inscrire dans la logique de l'actionnisme, du « contentement de l'esprit » et après se laver les mains en se disant : on a fait quelque chose. Mais quoi ? Je n'encouragerai pas le sacrifice sans lendemain. Je suis convaincu que l'affrontement, uniquement pour dégager tel ou tel autre et soulager certaine mauvaise conscience, n'est pas la solution idéale dans une crise aussi complexe. Recourir à l'affrontement pour l'affrontement, c'est engager le pays dans un grand saut vers l'inconnu.

La préoccupation fondamentale d'un homme politique est d'abord le maintien de la paix. C'est un problème qu'il faut aborder avec vigilance et sang-froid sans céder aux mouvements passionnels. J'ai réfléchi à cette crise qui se cristallise et je suis plus que convaincu que nous ne pourrons pas faire l'économie d'un dialogue pour sortir notre pays de l'impasse. Je suis plus que jamais convaincu qu'il n'y a pas d'autres solutions que politiques pour sortir de l'impasse, et que le dialogue reste sa seule issue raisonnable pour notre pays. Mais je ne veux pas oublier davantage la préoccupation qui est mienne devant les freins qui se joignent pour empêcher que se dégage un audacieux et réaliste accord qui pourrait mettre un terme à cette crise afin que nous, Congolais, puissions ensemble relancer et achever le processus démocratique et électoral dans notre pays. C'est pourquoi je sollicite le concours actif de nos anciens. C'est la raison pour laquelle j'en appelle à la responsabilité de nos aînés, nos anciens. Ils doivent sortir de leur torpeur, pour qu'ils nous guident, qu'ils nous montrent la voie qui nous permet de sortir de l'impasse en nous facilitant le dialogue. C'est pourquoi je propose la mise en place de la Geronsia, un conseil national des anciens pour la facilitation et la coordination de l'ultime dialogue national sur la relance et l'achèvement du processus démocratique et électoral dans notre pays, que j'appelle synode.

I. Pourquoi la Geronsia, ce Conseil National des Anciens, et quelle est sa nécessité ?

C'est parce que du haut de mon inexpérience, je suis convaincu que le seul moyen de mettre un terme de manière responsable à cette crise passe par la recherche d'un accord politique et non par l'escalade de la violence que j'appelle de mes vœux la mise en place de la Geronsia, le Conseil National des Anciens pour la facilitation et la coordination du dialogue. Je considère que l'affrontement entre Congolais n'apportera, par lui-même, aucune issue. A moins que la RDC ne roule de nouveau vers la catastrophe, seul un accord politique pourrait donc mettre fin à la crise, rétablir la confiance et la paix, relancer et achever le processus démocratique. Or, cet accord ne peut être que le fruit d'un dialogue.

Et, c'est parce que mon sens politique m'a éloigné de l'utopie, que mon enthousiasme me fait tenter l'impossible, et que mon obstination acharnée, car je suis persévérant vers le but que je me suis assigné, me fait affronter les obstacles avec passion et avec sérénité, que j'ai proposé mon plan de sortie de crise qui, je le sais, n'a pas été du goût de tout le monde. Mais ma conviction profonde est que la crise politique qui se cristallise dans notre pays n'échapperait pas indéfiniment au processus global de sa liquidation totale. Mais, il est surtout nécessaire de ne pas s'illusionner sur les obstacles que nous devons franchir encore avant d'arriver à l'arrêt définitif de la crise. Ce but sera atteint mais il nous faudra de la patience et de l'obstination. Et c'est pour parvenir à organiser ce dialogue que je propose la mise en place de ce Conseil National des Anciens, la Geronsia.

Ce Conseil sera constitué par des personnalités d'envergure nationale, de haute moralité ou de crédibilité incontestable, disposant d'une expérience certaine. Parmi ces personnalités d'envergure je vois le Cardinal Laurent Mosengwo, Monseigneur Bodho Marini, Etienne Tshisekedi, Léon Kengo, Singa Udju, Benza Tubi, Bieme, Mongulu Tapangane, Kilolo Musamba, Mario Philippe Losembe, Jonas Mukamba, Bagbeni Adeito Nzengeya, Raymond Omba pene djunga, Kiakwama, Mbatsi Mbatsi, Nyembo Shabani, Mukoko Samba, Nkema

Lilo, Lunda Bululu, Mabi Mulumba, Vunduawe tepe mako, Boboliko Lokonga, Ernest Wamba dia Wamba, Jean de Dieu Oleko, Elikia M'Bokolo, Isidore Ndaywel è Nziem, Madame Nzuzi wa Mbombo, Léon Engulu, Kyungu Wa Kumwanza, Madame Nlandu Kavidu Nguz, Konde Vila Ki Kanda, Mpanu Mpanu Bibanda, Arthur Z'ahidi Ngoma.

La mise en place de la Geronsia, ce Conseil National des Anciens est une simple réponse au principe de réalité et d'utilité que je rappelle ici. En effet, si je loue l'action entreprise par les Nations Unies en la personne de Monsieur l'Ambassadeur Saïd Djinnit, Envoyé spécial pour la Région des Grands lacs, et celle entreprise par l'Union Africaine en la personne de Monsieur Edem Kodjo, dans leur tentative de faciliter le dialogue entre Congolais, c'est parce qu'il est un principe de la Charte des Nations Unies qui veut que dans toute situation où paraît exister une menace contre la paix, une rupture de la paix, le Secrétaire général des Nations Unies a l'obligation d'examiner immédiatement la question afin de faire les recommandations appropriées pour maintenir la paix ou la sécurité, et surtout dans un pays, le nôtre, qui n'est pas encore sorti de la crise des Grands lacs. C'est dans ce sens à mon avis qu'il faut en droit interpréter la médiation proposée par l'ONU et l'UA. Il me semble que c'est une démarche préventive qui a été enclenchée : éviter qu'une crise politique nationale ne se transforme en guerre civile à grande échelle et ne déborde de son cadre national pour tourner en conflit international. Il est indispensable d'empêcher que l'impasse politique congolais ne se transforme en conflagration et ne dérive en un conflit dans toute l'Afrique centrale. La nature de la médiation internationale était donc conditionnée par le but visé.

Mais, en dépit des bonnes intentions de l'UA, je crois pouvoir dire humblement que les Congolais n'ont normalement pas besoin d'une médiation ou d'une facilitation extérieure pour régler une crise politique aux dimensions strictement nationales. C'est à eux qu'il appartient de se rapprocher pour négocier un accord politique en bonne et due forme pour sortir de l'impasse. Je rappelle que la démocratie, la paix, la liberté, la justice ne se traitent pas par procuration : c'est aux Congolais de si possible régler cette crise. Ce qu'il leur faut est un cadre politique, psychologique réaliste qui

permette aux parties d'échapper à leur face-à-face stérile - un carcan diplomatique interne qui les force à négocier utilement. C'est à ce niveau que le rôle du Conseil National des Anciens est déterminant pour la facilitation et la coordination du Synode national qui a pour ambition : de sortir le pays de l'impasse politique, de relancer et d'achever le processus démocratique et électoral en République Démocratique du Congo. Mais, la création du Conseil National des Anciens ne doit pas n'être réduite qu'à une solution ponctuelle pour le règlement de cette crise. Sa fonction, par essence, et la nature de son action embrassent une dimension primordiale et unifiante qui transcendent le règlement de cette crise politique et institutionnelle. Dans un espace politique, sociale et culturel aussi varié que celui de la Nation congolaise, le Conseil National des Anciens incarne en effet une conscience nationale, un espace sacré où souffle l'esprit de la nation congolaise, où vie et respire la mémoire de l'histoire de notre peuple. Là, loin des contingences matérielles, doivent pouvoir à tout moment se réconcilier et s'ordonner sereinement les inévitables contradictions d'un grand peuple pluriel qui ne manquent jamais de jalonner la vie d'une nation. C'est pourquoi, je pense que le Conseil National des Anciens a un rôle à venir dans le processus global de la refondation de l'Etat et qu'il s'impose dès lors d'inscrire l'institutionnalisation de la Geronsia dans la Constitution congolaise à l'ordre du jour des réformes. La Geronsia serait alors une chambre à part entière du Sénat congolais dont la composition et les attributions seraient réglées par la Constitution. La Geronsia serait ainsi constituée des anciens siégeant initialement dans le Conseil National des Anciens, et serait complétée par les Chefs coutumiers et traditionnels du pays. Elle aurait pour attributions :

- De sauvegarder et promouvoir la chaîne d'union nationale entre tous les Congolais ;
- d'exercer un rôle de médiateur dans la résolution des questions politiques sensibles pour la sauvegarde de la cohésion nationale, des coutumes et des traditions ;
- d'être saisie obligatoirement mais de manière consultative, par le Président de la République, sur tous les problèmes qui débordent du cadre du droit et qui sont liés à l'âme du Congo Intérieure.

Le Conseil National des Anciens doit être l'instance facilitatrice et coordonnatrice du Synode national. Cela permettra d'instaurer d'emblée un climat de confiance entre les participants et d'éviter toute suspicion sur l'objectivité du dialogue. Le Conseil devrait élire en son sein un président avec le titre de Haut médiateur de la Nation, un secrétaire et un porte-parole qui seront chargés de la gestion administrative et de la coordination technique du Synode. De manière à ne cantonner les parties que dans le travail de fond. Le Conseil doit effectuer tout le travail préparatoire de consultation des forces politiques, négocier les critères de participation, arrêter et faire valider la liste des participants et adresser les convocations. Sur base de ce travail préalable, l'Etat doit allouer un budget qui sera géré de manière indépendante par le Conseil. Ce budget devra couvrir l'ensemble des besoins pour l'organisation du Synode (organisation administrative et intendance).

Pour l'heure sa mission consiste en la facilitation du dialogue et en la médiation entre les congolais pour sortir le pays de l'impasse. Et, ce sont les réticences à participer au dialogue qui favorisent le *statu quo*.

Il est une évidence que l'acteur qui prend l'initiative de la négociation doit avoir, pour initier le processus, un objectif direct à atteindre. Celui qui se joint à lui doit y avoir un avantage ou y être contraint. L'une des principales difficultés pour organiser le dialogue réside dans le conditionnement des actions des hommes politiques, qui, censé enclencher un cercle vertueux, enclenche d'emblée un cercle vicieux. Dans l'Ordonnance n° 15/084 du 28 novembre 2015 du Président de la République portant convocation d'un Dialogue politique national inclusif en République Démocratique du Congo, l'article 5 dispose : « Le Dialogue porte principalement sur l'organisation d'un processus électoral apaisé, complet, inclusif, crédible et conforme aux standards internationaux et sur toutes les questions connexes au processus électoral. »

Une très importante partie de l'opposition politique rejette ces dispositions de l'article 5, craint que le Président Joseph Kabila ne s'en serve que dans le but de prolonger son ultime mandat constitutionnel, et conditionne sa participation effective au dialogue.

Il y a ceux qui soutiennent : « nous ne voyons pas l'opportunité d'un autre dialogue ». D'autres disent qu'ils ne prendront pas part à des pourparlers politiques en RDC si ces derniers sont convoqués par le Président Kabila, ce dernier étant, selon eux, partie prenante à la crise. La majorité présidentielle, elle aussi, campe sur ses positions en arguant de sa légitimité. C'est ainsi qu'on tourne en rond depuis quelques temps. Evidemment, plus le temps passe, plus la tension est perceptible. Mais les hommes et femmes de bonne volonté doivent tout mettre en œuvre pour éviter que notre pays ne glisse une nouvelle fois dans la violence. Je pense qu'il est temps de briser ce cycle absurde.

Les devoirs des Congolais découlent non pas des ambitions personnelles, même si elles sont légitimes, mais de l'obligation devant l'Histoire de léguer à la postérité une RDC une et indivisible. La méthode du conditionnement infini risque de conduire à remettre les clés de la paix ou de la guerre aux groupes armés qui écumant la région. « *Les hommes sages savent toujours se faire un mérite de ce que la nécessité les contraint de faire* »¹. C'est pourquoi j'invite les Congolais à accepter le principe du Synode, ce dialogue ultime et éclairé ayant pour objectif : un Accord solennel sur l'arrêt définitif de la crise, et la relance et l'achèvement du processus démocratique et électoral dans notre pays. Il est évident que je penche instinctivement du côté du dialogue, du compromis politique et du terrain de l'entente que de l'affrontement.

Au moment où une lueur de chaos général se profile de manière sournoise dans notre pays, un dialogue ultime et éclairé s'impose pour baliser véritablement la voie qui mènera à l'arrêt définitif de la crise. Quelles missions alors pour la Geronsia ?

¹ MACHIAVEL, « *Discours sur la première décade de Tite-Live* »

II. Quelles sont les missions de la Geronsia, ce Conseil National des Anciens ?

La Geronsia aura principalement deux missions importantes : dans un premier temps, elle doit faire accepter une recommandation sur l'exigence patriotique d'une collaboration active de toute la classe politique ainsi que les acteurs de la société civile en République Démocratique du Congo pour sortir le pays de l'impasse politique par le dialogue. Cette première phase nécessitera l'ouverture d'un pré dialogue pour apaisement et normalisation.

Dans un deuxième temps, elle doit organiser sous l'égide de l'Etat, un dialogue ultime et éclairé sur l'arrêt définitif de la crise politique, la relance et l'achèvement du processus démocratique et électoral en République Démocratique du Congo, ce Synode que j'appelle de mes vœux.

1. L'organisation d'un pré dialogue : apaisement et normalisation

Dans ce pré dialogue, la Geronsia doit faire accepter une recommandation sur l'exigence patriotique d'une collaboration active de toute la classe politique ainsi que les acteurs de la société civile pour sortir le pays de l'impasse politique par le dialogue. Dans cette optique le sens de la recommandation est celui d'une « invitation responsable ». Elle sera émise avec l'intention de ne pas obliger ses destinataires. Ils agiront en leur âme et conscience. Le rôle de la Geronsia devra consister à concilier les prétentions opposées et apaiser les ressentiments qui existent entre les hommes politiques congolais de la majorité et de l'opposition ainsi que les acteurs de la société civile. Il s'agit de mettre fin à l'agitation ; du retour à la quiétude ; de la désescalade.

La Geronsia aura pour première mission de rétablir un contact véritable et sincère entre les hommes politiques congolais. Il s'agit en l'espèce de les rapprocher, d'instaurer dans un premier temps un pré dialogue. Ce pré dialogue consiste à rapprocher des points de vue

divergents par le biais de la négociation. Cette négociation sous l'égide de la Geronsia est indispensable à l'ajustement des intérêts opposés. Elle est donc compromise, recherche d'équilibre : elle réduira les tensions et permettra de façon inespérée aux Congolais de se parler. Cette négociation congolaise, de façon ultime, symbolise le mélange de confrontation et coopération qui réunira la majorité présidentielle et l'opposition à la recherche d'un compromis entre des intérêts divergents et communs dans l'intérêt supérieur de la Nation congolaise. L'objectif de la négociation dans ce pré dialogue, c'est la normalisation : il s'agira pour les Congolais de redresser une situation politique anormale et de consacrer un accord politique auquel ils viendront de parvenir. C'est seulement durant cette négociation considérée comme un mode simple de solution de la crise congolaise, qu'ensemble, nous définirons les objectifs et la finalité du grand dialogue ou Synode que j'appelle de tous mes vœux. C'est donc, grâce à l'action de la Geronsia que des véritables négociations pourront reprendre entre l'opposition politique et la majorité présidentielle et permettre de sortir le pays de l'impasse politique.

Au-delà d'une reprise de contact, j'invite le Conseil à conseiller aux Congolais, dans ce pré dialogue, l'observation de quelques principes simples mais incontournables. Et j'estime que la réussite de la mission du Conseil National des Anciens en dépend.

Mais quel doit être en fait l'objet de la négociation dans le pré dialogue ? Je pense qu'il n'est pas d'aboutir à je ne sais quel illusoire compromis politique qui se développerait dans l'ignorance des intérêts fondamentaux de l'Etat. Mais je pense qu'il n'est pas non plus d'aboutir coûte que coûte et dans le mépris de toute autre considération, au triomphe des intérêts primaires des uns et des autres, car ce triomphe serait à la longue illusoire. L'objet de la négociation, c'est d'accepter préalablement l'objectif du dialogue qui est de mettre fin, de mettre un terme de manière responsable à cette crise et d'œuvrer pour sa réalisation. Cela implique le changement dans les attitudes et les comportements dans la négociation. Je sais que le succès de cette négociation comme moyen de mettre fin à cette crise demeure conditionné par un certain nombre d'exigences. C'est pourquoi je demande qu'on prenne tous les problèmes à bras le corps et qu'ils soient réglés définitivement pour que le Synode ait des chances d'aboutir.

Ainsi comme je l'ai relevé dans mon plan : ma conviction est faite : il n'y a pas actuellement dans cette crise politique de problèmes insolubles. Quand on regarde les problèmes sans complaisance, ils ne sont pas insurmontables. Pour l'essentiel, ce sont les hommes politiques qui les créent ou les entretiennent, par manque de confiance en eux et aussi et surtout du fait de l'impuissance psychologique à décider de la fin de ce conflit. Or, pour que ce pré dialogue aboutisse, il y faut la volonté et la faculté de décision. N'excluons donc de ce pré dialogue aucun sujet quel qu'il soit. Je propose que tous les problèmes, dans les limites du bon sens, soient discutés. Je ne sais s'il y a une réponse acceptable par tous à tous les problèmes. Mais nul doute qu'il y a des problèmes et que non résolus ils pèseront d'un poids tragique et durable sur notre pays. Mon intention est de faire appel à l'esprit de compréhension de tous. J'estime que nous sommes arrivés à un moment où, au-delà des divergences et des polémiques, il faut faire un gros effort pour essayer de se comprendre. Car c'est seulement une certaine compréhension mutuelle qui fera disparaître la tension, l'inquiétude et aussi l'angoisse qui règnent aujourd'hui dans trop d'esprits.

Dans ce pré dialogue, nous devons changer de perspective. J'invite les hommes politiques congolais à la modération qui consiste à réduire ses ambitions, à tempérer ses passions pour parvenir à un accord sur la fin de la crise. Je rappelle l'impérieux besoin d'effacer, dans ce pré dialogue, ses préférences personnelles et égoïstes au bénéfice des intérêts supérieurs de la Nation, avec bonne foi et avec la volonté et la loyauté de donner aux décisions acquises le maximum d'efficacité. Je rappelle mon espérance de développer un véritable esprit national. Je plaide pour la recherche d'une communauté de destin grâce à la pratique de la vertu de compréhension, même si les intérêts immédiats des uns et des autres sont parfois contradictoires. Et j'invite tous les Congolais à partager avec moi ce nouvel état d'esprit : on ne négociera plus pour faire triompher uniquement les intérêts primaires des uns et des autres, car ce triomphe serait à la longue illusoire. On négociera désormais pour sortir le pays de l'impasse, pour aboutir à un Accord solennel sur la fin de la crise, pour relancer et achever le processus démocratique, pour réformer en profondeur notre système politique et institutionnel, pour redynamiser la décentralisation avec des véritables transferts de compétences et de

finances. C'est l'ensemble de toutes ces questions qui doit être au centre du Synode national.

2. L'organisation du dialogue ultime et éclairé : le Synode national sur la relance et l'achèvement du processus démocratique et électoral

Si je parle du dialogue ultime et éclairé, c'est parce que je pense qu'il est temps de mettre fin au cercle vicieux des dialogues éternels, des concertations politiques afin de sortir définitivement le pays des cycles des impasses politiques. Mettons définitivement fin au couple impasse politique-dialogue. Ce cycle infernal empêche le pays d'avancer. Décidons une fois pour toute de quelle République, de quel système politique et institutionnel nous voulons pour la République Démocratique du Congo. Je pense qu'il faut changer le système ou le réformer en profondeur. Je pense qu'il faut maintenant, durant le Synode, poser clairement la question du changement institutionnel, proposer la révision globale de la Constitution ou proposer une nouvelle Constitution pour un nouveau régime politique réellement démocratique dans son esprit, dans sa lettre et dans sa pratique.

J'ose espérer que le Synode rétablira les habitudes plus humaines qui permirent à nos parents de trouver des solutions à nos problèmes : qu'il s'agisse de la Table ronde ou d'autres rencontres d'intérêt national qui ont eu lieu pour mettre fin aux crises politiques qui ont souvent plongé notre pays dans le chaos ; et dans le silence des affrontements, il fera taire la violence et donnera la parole à la raison.

Ce synode doit permettre de trouver des solutions exhaustives à toutes les difficultés et aux doutes qui menacent l'avancement du processus démocratique. Nous profiterons de l'occasion de ce Synode pour intéresser l'ensemble des Congolais à la réflexion sur les institutions de la République. Nous aurons ainsi des institutions fortes, de cette force que seuls donnent l'assentiment et l'adhésion populaires.

Je pense que si nous voulons vraiment sortir définitivement le pays de l'impasse, mettre un terme de manière responsable à la crise, relancer et achever le processus démocratique et électoral, nous

devons mettre sur pied un plan stratégique de prévisions plus actif que la politique qui est menée jusqu'à présent. Il convient donc d'adopter une démarche prudente mais décidée, en fixant une échéance et des étapes si on veut éviter des à-coups brutaux et néfastes. Nous avons besoin non seulement d'un plan à cause de l'importance des réformes, avec toutes ses incidences politiques, sécuritaires, économiques et sociales, mais aussi d'un timing rigoureux qui nous aidera à vaincre les résistances inévitables, à franchir les obstacles imprévus et à mettre en œuvre des réformes nécessaires.

C'est parce que je suis foncièrement convaincu que l'«irréversible» processus électoral soutenu vigoureusement par les potentiels candidats à la fonction présidentielle peut être une catastrophe que j'aspire à voir tous ceux qui œuvrent pour la restauration de l'Etat démocratique en RDC, être animés du désir de fixer une politique graduelle et de prévisions, dans le cadre de laquelle seraient coordonnés les différents aspects de chaque phase du processus de stabilisation politique et d'émancipation démocratique. Car une telle politique ne peut se concevoir que par paliers successifs. Cela équivaut donc à recommander l'adoption d'un plan d'action crédible et l'établissement d'un timing bien défini et soigneusement chronométré de l'évolution politique et de l'organisation des élections démocratiques.

On ne peut sans un plan d'orientation crédible et un timing rigoureux, relancer et achever le processus démocratique et électoral, effectuer le recensement général de la population congolaise, revoir complètement le fichier électoral, arrêter un calendrier électoral crédible, mettre en place un schéma politico institutionnel novateur afin de retrouver une logique institutionnelle et une cohérence fonctionnelle pour une gestion, claire et efficace des affaires de l'Etat, et mettre en place une politique de régionalisation accélérée pour accompagner la décentralisation.

Jawaharlal NEHRU disait : « *Lorsque les peuples comprennent que vous allez dans une certaine direction, ils sont optimistes. Ils sont prêts à s'accommoder d'un délai, d'un bref délai, parce qu'ils savent qu'ils vont quelque part. Ce n'est que lorsqu'ils n'ont pas l'impression d'avancer qu'ils se mettent en colère* ». Je pense que

deux ans est un délai d'équilibre entre ce qui serait idéalement souhaitable et ce qui nous menace, si nous ne nous engageons pas dans une politique de prévision claire et loyale. Mais l'achèvement du processus démocratique et électoral peut intervenir avant deux ans si tout le monde y mettait de la volonté. Cette période de deux ans s'explique donc par le sérieux qui doit s'attacher au règlement de tous les problèmes qui sont à la base de la crise politique. Croire que vingt quatre mois peuvent suffire pour sortir le pays de l'impasse, relancer et achever le processus démocratique et électoral, c'est avoir une vision dans les orientations de notre avenir commun. Je refuse l'aventurisme et l'improvisation. Mon ambition est de marquer le retour à la stabilité du sceau de la renaissance congolaise. Il s'agit de poser de robustes jalons qui pourront éviter qu'un jour, la République Démocratique du Congo ne retombe à nouveau, aussi facilement qu'on a déjà eu l'occasion de le constater, dans le cycle vicieux du chaos politique-dialogue-concertation politique.

Et aucun homme politique averti ne contestera qu'il soit possible, en deux ans, avec un plan stratégique et une perspective claire, de sortir de l'impasse politique, de relancer et achever le processus démocratique et de préserver la paix de la RDC. J'ai la conviction que ce Synode national nous permettra de sortir de l'engrenage de la crise afin que la République Démocratique du Congo retrouve sa vitalité et sa cohésion.

Ce Synode doit être l'occasion pour nous Congolais de cheminer ensemble, de demeurer ensemble, de faire route ensemble, de franchir le même seuil. C'est donc un mouvement de rassemblement national. Le recours à l'expression synode implique pour moi un nouvel état d'esprit. C'est pour garantir des bases solides à la refondation nationale que j'appelle toutes les forces vives de la Nation à s'inscrire dans cette démarche de rigueur et de construction en profondeur. Il est impérieux pour la réussite de notre action de nous rassembler au-delà de nos frontières idéologiques, au-delà de nos clivages politiques traditionnels, de constituer un noyau cohérent, vigoureux, qui ne s'use pas dans les vaines querelles politiciennes, d'accepter les sacrifices. Aucun succès durable ne saurait être attendu d'un processus politique qui a été bâti sur des bases superficielles. Avec cette Conférence synodale, nous aurons l'occasion non

seulement de mettre un terme de manière responsable à l'impasse politique, mais également de traduire en actes un projet mobilisateur pour la relance et l'achèvement du processus démocratique et électoral en RDC. Les décisions arrêtées par la Conférence synodale seront d'application directe et *erga omnes*.

C'est à nos anciens, réunis au sein de la Geronsia, de nous guider, de nous montrer la voie qui nous permet de sortir de l'impasse en nous facilitant le dialogue. Ils doivent nous guider vers la flamme de l'espérance en facilitant la tenue de ce dialogue ultime et éclairé. C'est une mission sacrée pour nos anciens réunis au sein de la Geronsia de nous aider à nous libérer de nos propres turpitudes et de nous aider à arriver jusqu'aux cimes de la souveraineté. C'est mon appel.